

À LA COURNEUVE, ON VOUS DIT QUOI PENSER

Le 17 juin dernier, le maire communiste de La Courneuve, Gilles Poux, a posté un message (en écriture inclusive) sur la page officielle de sa ville, incitant ses administrés à accrocher à leurs fenêtres des fanions et drapeaux palestiniens (gracieusement fournis par les services municipaux) afin que sa ville se « pare aux couleurs de la Palestine ».

Ce faisant, il a pris sciemment le risque d'exposer à la réprobation (restons sobres) d'autres habitants, qui n'adhèreraient pas à l'exigence de la reconnaissance immédiate et sans conditions d'un État palestinien et ne répondraient pas à « l'invitation » du maire d'afficher un drapeau palestinien. Peut-on imaginer ce que quelques excités radicaux pourront faire de cette incitation qu'ils transformeront inmanquablement en obligation ? Qu'arrivera-t-il au commerçant qui n'affichera pas ce drapeau dans sa vitrine ? Au citoyen qui ne parera pas ainsi son balcon ? On se met à penser à d'autres périodes pas si lointaines de l'histoire de l'Europe où des sections d'assaut et des polices politiques faisaient régner une terreur qui n'avait rien de feutrée...

Dans une vidéo, l'élus, s'exprimant dans un registre émotionnel marqué, se dit bouleversé par la situation à Gaza. Nous pouvons comprendre cette émotion devant les images et les rares témoignages qui nous parviennent de l'enclave palestinienne. En revanche, le silence et l'absence de compassion à l'égard des victimes israéliennes du 7 octobre et des otages, dont des femmes et des enfants, toujours détenus dans les tunnels de Gaza, 622 jours après leur enlèvement par le Hamas, nous paraissent relever de l'hémiplegie.

Le discours binaire, la dichotomie simplificatrice directement inspirés des éléments de langage de la France Insoumise et des mouvements propalestiniens avec lesquels celle-ci a partie liée dans une stratégie indubitablement électoraliste, révèle un manque de discernement politique. Tout le lexique posé par LFI comme autant de balises pour marquer un territoire électoral est ici déroulé avec une absence de distance et de réflexion confondante. Tout y est, « le régime d'apartheid » israélien, qui perpètrerait un « génocide », qui « affame, détruit et tue systématiquement », semant « l'horreur ».

Gilles Poux est-il conscient que, ce faisant, il laboure le terrain pour LFI qui ne cache pas ses ambitions de conquérir des municipalités dans ce qui fut la ceinture rouge de la banlieue ouvrière ou a-t-il déjà passé un accord avec ce mouvement ? Il s'agit d'obtenir à tout prix, le vote massif d'électeurs issus de l'immigration (majoritaires en Seine- Saint-Denis) en menant campagne sur le conflit israélo-palestinien et la stigmatisation des musulmans.

La perspective des prochaines élections municipales ne justifie pas que l'on sombre dans la confusion et la myopie politique. Toute initiative doit être pesée à l'aune de l'intérêt général, de la paix civile dans notre espace républicain commun. Les élus doivent faire preuve de pédagogie dans une situation internationale tendue et non participer à la conflictualité ambiante au nom d'intérêts électoralistes de court terme.

Unité laïque peut leur proposer de mettre à leur agenda le thème rassembleur de la commémoration des 120 ans de la loi de 1905 de séparation des Églises et de l'État, plutôt que de stigmatiser et d'exposer à la vindicte de la foule chauffée à blanc ceux qui ne penseraient pas selon les canons de l'islamogauchisme.

Unité Laïque est une association qui a pour objet la défense, la promotion et le développement de la laïcité et des principes républicains en France, dans l'Union européenne et dans les instances internationales et supranationales. Elle attache une importance particulière au maintien et au respect de la laïcité dans les institutions de l'État et dans les collectivités territoriales. Elle œuvre à l'unité des laïques.